



2520.1

EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA
 DEPARTAMENT FEDERAL DA L'ECONOMIA PUBLICA

Berne, le 21 novembre 1991

Au Conseil fédéral

Note d'information

Séance du Comité de politique économique de l'OCDE des 12 et 13 novembre 1991

La séance du Comité de politique économique de l'OCDE revêtait une importance particulière pour la Suisse, sur les trois points suivants:

1. Dans quelle mesure l'économie américaine passerait-elle de sa phase de récession à une reprise conjoncturelle lui permettant d'assumer un rôle de locomotive conjoncturelle pour l'économie mondiale? Cette question revêt un caractère d'actualité particulière dans le contexte du ralentissement conjoncturel observé en Allemagne et au Japon.
2. Sur quelles impulsions de soutien conjoncturel notre économie pourrait-elle encore compter de la part de l'Allemagne?
3. Quels seraient les effets du cours de la politique économique allemande sur la marge de manoeuvre de la politique monétaire de la BNS?

A l'issue de cette réunion, voici les réponses qui peuvent être données à ces questions.

1. La reprise conjoncturelle se fait attendre dans la zone OCDE; la date du changement de tendance doit encore être reportée à un moment X du premier semestre de 1992.

Cela est imputable à différents facteurs:

- Après la guerre du Golfe, les agents économiques ont retrouvé leur confiance moins rapidement que prévu initialement.
- Les marchés financiers demeurent fragiles, les activités de crédit sont faibles.
- Le rythme des adaptations structurelles est trop lent.
- Tous les pronostics misent sur une forte reprise du commerce mondial pour l'année prochaine. Cependant, aucune des grandes économies nationales de l'OCDE n'émet des signaux de relance de la demande intérieure permettant de s'attendre à une croissance des échanges mondiaux dans la mesure prévue de 6% en termes réels.

2. D'un autre côté, il n'existe pas d'arguments fondés selon lesquels la reprise conjoncturelle n'aura pas lieu l'année prochaine. La discussion n'a pas été en mesure de fournir des indications précises quant au moment et à la vigueur de cette reprise.

3. Le retard de la reprise conjoncturelle aux USA semble être une réalité acceptée, pour le moins par les représentants du FED. Les impulsions monétaires (taux d'escompte le plus bas depuis 18 ans) ne seront ressenties, selon le FED, du côté réel qu'après 4-6 trimestres dans l'économie américaine.
4. Après une phase de forte expansion, l'économie allemande est actuellement dans une stagnation accompagnée d'éléments inflationnistes virulents.
 - Alors que le coût unitaire en main-d'oeuvre n'a augmenté en moyenne annuelle que de 1,5% entre 1982 et 1990, on escompte pour 1991 une brusque augmentation des salaires (entre 6 et 7%), soit une hausse du coût unitaire en main-d'oeuvre d'environ 4%.
 - Selon le mode de calcul, le déficit des finances publiques en 1991 sera de l'ordre de 100 à 130 milliards ou 3,5% du PNB.
 - Le taux d'inflation est actuellement supérieur à 4%.

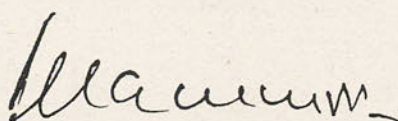
On peut résumer le cours de la politique économique allemande de la manière suivante:

- Réduction, d'ici à 1995, du déficit budgétaire à un taux de 2 à 2,5% du PNB surtout par une limitation de l'accroissement des dépenses.
- Signaux clairs de la part de la politique monétaire refusant d'alimenter la hausse des coûts mentionnée, donc poursuite d'une politique de masse monétaire orientée selon le potentiel économique.

Conséquences pour l'économie suisse

- Au vu de ces considérations, il est peu probable que la faiblesse persistante de la demande intérieure soit compensée dans les mois à venir par des impulsions positives provenant de l'étranger.
- Il n'est d'autre part non plus à craindre que le cumul de facteurs négatifs internes et externes inflige à notre économie une véritable récession dans le style 1975/76.
- Il semble plus probable que notre économie demeure au creux de la vague conjoncturelle pour le moins encore durant le premier semestre de 1992, le chômage continuant de progresser et le taux d'inflation ne baissant que lentement.
- Au vu des taux demeurant élevés du DM, la marge de manoeuvre de la politique monétaire de la BNS reste étroite, pour autant que l'on s'en tienne à la stabilité de la relation DM-franc suisse.
- La politique monétaire et économique de la Suisse sera confrontée, dans une mesure encore accrue ces prochaines années, au conflit d'objectifs entre la lutte contre le renchérissement et la prévention d'une nouvelle aggravation de la récession.

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE



J.-P. Delamuraz